



GRÈVE aux FINANCES PUBLIQUES

28 mars 2019

**231 grévistes sur 1248 agents devant être présents ce jour
soit un taux de 18,51%**

AUDIENCE AUPRÈS DU DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES

Les deux organisations syndicales CGT et FO étaient à l'initiative d'une demande d'audience au Directeur de la DDFIP, dans le cadre de la mobilisation des agents contre la destruction de nos missions et de nos emplois.

Le DDFIP a confirmé qu'il n'avait toujours pas transmis le projet pluriannuel 2020-2022 de « géographie revisitée » nouvellement appelé « déconcentration de proximité ». Toutefois cette transmission à la DG devrait intervenir incessamment sous peu.

Le DDFIP s'est refusé à déclinier ses desseins pour le 34. Après échanges d'une heure et quart, il ressort :

- *Pas de proposition de sortir des services de l'Hérault ;*
- *Des emplois pourraient basculer des métropoles de Béziers et Montpellier pour une installation en périphérie ;*
- *Agences comptables: pas de volontaire à ce jour. Méfiance ... le ministre relance actuellement les élus !?*
- *Confirmation du front et back-office pour l'ensemble des trésoreries actuelles ;*
- *La référence aux 34 bassins de vie, tels que définis par l'INSEE pour l'Hérault, est un élément de réflexion, sans pour autant envisager 34 implantations dans les territoires, via des maisons de services aux publics (MSAP), maisons des finances publiques, mairies ! En résumé, plus de points de contact en théorie et surtout moins de structures de pleine compétence ;*
- *Maintien des deux trésoreries hospitalières dans la mesure où elles ne basculent pas dans un projet d'agence comptable ;*
- *En 2020 pas de fusion des deux SPF sur Montpellier ;*
- *Aucune information sur le regroupement de la gestion fiscale des particuliers et des professionnels. La norme de 50 ETP par SIE ou SIP reste le fil directeur ;*

Nous dénonçons le déni, le manque de transparence et de volonté de communiquer de la Centrale.

Nous avons clairement indiqué au Directeur que l'inquiétude quotidienne des agents sur leur devenir, le devenir des missions et du service public allait grandissante ; alors même qu'ils font la preuve, depuis des années, d'un engagement sans faille, pour maintenir une qualité de service à destination de nos concitoyens.

Nous avons alerté le Directeur que l'ignorer, c'est exposer les agents à l'abattement, la démotivation voire la colère.

Le Directeur s'est engagé à présenter le projet dès que possible. Il se dit ouvert à des modifications après concertation avec les agents, les cadres et les organisations syndicales et les élus.

Il est par contre resté muet sur les suppressions d'emplois accompagnant ce projet.

Vos représentants syndicaux FO et CGT